DECLARATION PREALABLE

DELIVREE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 21/10/2022 et complétée le 31/10/2022	**N° DP 063 255 22 V0009**
Par :	**Monsieur RIGNAULT Patrick**
Demeurant à :	**1 chemin de la Buge** **63340 NONETTE-ORSONNETTE**
Sur un terrain sis à :	**1 chemin de la Buge** **63340 NONETTE - ORSONNETTE** **255 266 ZA 131**
Nature des Travaux :	Construction d'une piscine

AGGLO PAYS D'ISSOIRE
Service de l'Urbanisme
Affaire suivie par : Laure FROBERT, Instructeur ADS
Tél. : 04.73.55.90.48

Le Maire de la commune de Nonette - Orsonnette

VU la déclaration préalable présentée le 21/10/2022 par Monsieur RIGNAULT Patrick ;
VU l'objet de la déclaration :

- Pour un projet de construction d'une piscine ;
- Sur un terrain situé 1 chemin de la Buge ;

VU l'affichage en Mairie de l'avis de dépôt de la présente demande d'autorisation le 21/10/2022 ;
VU le code de l'urbanisme ;
VU les articles L 621-30 à L 621-32 et L 632-2 du Code du Patrimoine ;
VU les articles L 331-1, L 331-2, L 331-3, et L 331-13 du Code de l'Urbanisme relatif à la taxe d'aménagement (part communale et part départementale) ;
VU les articles L 524.2 à L 524.10 du Code du patrimoine (Redevance d'archéologie préventive) ;
VU le Plan d'Occupation des Sols approuvé le 14/05/1991 avec révision simplifiée du 09/09/2005 et modifié en dernier lieu le 09/09/2005 ;
VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014, dite "ALUR", modifiée par la loi n°2014-11-70 du 13 octobre 2014, dite "LAAAF";
VU la caducité du Plan d'occupation des sols ;
VU les articles L111-1 à 25 et R111-1 à 53 du code de l'Urbanisme relatifs au Règlement National d'Urbanisme ;
VU le Règlement National d'Urbanisme ;
VU les pièces complémentaires reçues le 31/10/2022 ;
VU l'accord assorti de prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 05/11/2022 ;
VU l'avis conforme tacite du Préfet.

ARRETE

Article 1 :
La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision de non opposition sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées aux articles suivants.

Article 2 :
Le pétitionnaire devra respecter strictement les prescriptions émises par l'Architecte des Bâtiments de France :

- Le liner pourra être beige ou gris clair ;

- Tous les éléments relatifs à la filtration seront totalement enterrés sans aucune saillie par rapport à la plage ;
- Les aménagements liés à la sécurité seront réalisés en matériaux discrets (barrières de bois, grillage) de couleur sombre, en harmonie avec les abords. Ces aménagements pourront être masqués par une végétation d'accompagnement choisie parmi les essences végétales locales (exclure les abris télescopiques ou de type « véranda » et les couleurs blanches, bleues pour les bâches rigides, trop perceptibles dans l'environnement) ;
- Le volet de sécurité sera de la même teinte que le fond (exclure le blanc) afin d'assurer l'intégration du projet dans le paysage.

Article 3 : Taxes et participations du projet :
La construction pourra être assujettie à la taxe d'aménagement communale et la taxe d'aménagement départementale.
La construction pourra être assujettie à la Redevance d'archéologie préventive.

Nonette - Orsonnette, le 8 novembre 2022
Le Maire,
Pierre RAVEL

MAIRIE 63340 NONETTE-ORSONNETTE

Date de notification : 10/11/2022

Date d'affichage : 14/11/2022

Date de transmission à la Sous-préfecture : 14/11/2022

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité de la déclaration préalable :
Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.
L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :
- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :
Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA CULTURE

Direction régionale des affaires culturelles d'Auvergne-Rhône-Alpes
Unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Puy-de-Dôme

MAIRIE DE NONETTE-ORSONNETTE
HOTEL DE VILLE
63340 NONETTE-ORSONNETTE

Dossier suivi par : Laurent MARQUANT

Objet : demande de déclaration préalable

A Clermont-Ferrand, le 05/11/2022

---

numéro : dp25522V0009

adresse du projet : 01 Chemin de la Buge 63340 NONETTE-ORSONNETTE
nature du projet : Construction piscine
déposé en mairie le : 21/10/2022
reçu au service le : 03/11/2022
servitudes liées au projet : LCAP - abords de monuments historiques - Eglise Sainte Madeleine Orsonnette

demandeur :
M. RIGNAULT PATRICK
01 Chemin de la Buge
63340 NONETTE-ORSONNETTE

L'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre délimité des abords ou dans le champ de visibilité du ou des monuments historiques désignés ci-dessus. Les articles L.621-30, L.621-32 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables.

Ce projet, en l'état, est de nature à porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur du ou des monuments historiques ou des abords. Il peut cependant y être remédié. **L'architecte des Bâtiments de France donne par conséquent son accord assorti de prescriptions.** Par ailleurs, ce projet peut appeler des recommandations ou des observations.

Prescriptions motivées (1), recommandations ou observations éventuelles (2) :

Prescriptions motivées (1)
- Le liner il pourra être beige ou gris clair
- Tous les éléments relatifs à la filtration seront totalement enterrés sans aucune saillie par rapport à la plage.
- Les aménagements liés à la sécurité seront réalisés en matériaux discrets (barrières de bois, grillage) de couleur sombre, en harmonie avec les abords. Ces aménagements pourront être masqués par une végétation d'accompagnement choisie parmi les essences végétales locales (exclure les abris télescopiques ou de type « véranda » et les couleurs blanches, bleues pour les bâches rigides, trop perceptibles dans l'environnement).
- Le volet de sécurité sera de la même teinte que le fond (exclure le blanc) afin d'assurer l'intégration du projet dans le paysage.